

# **ASSEMBLEE DE CORSE**

**5 EME SESSION EXTRA-ORDINAIRE DE 2018**

**28 ET 29 JUIN 2018**

**RAPPORT DE MONSIEUR  
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**VALIDATION DU DISPOSITIF « CONTRATS DE  
COOPERATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE - CCPA »**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) :

Commission du Développement Economique, du  
Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de  
l'Environnement

Commission des Finances et de la Fiscalité

## **RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

### **Contexte**

L'évaluation ex ante du PDRC 2014-2020 a mis en évidence les carences en compétences techniques que présentent les jeunes agriculteurs au démarrage de leurs activités professionnelles. En effet, ils sont majoritairement détenteurs du niveau de formation minimum requis, à savoir le BPREA, formation qui demeure insuffisante du fait notamment qu'elle ne permet pas d'acquérir la technicité suffisante dans les différentes spécialités des filières agricoles insulaires.

La politique régionale en faveur de l'installation et du développement agricole, fortement axée sur le développement de productions d'excellence intégrant des démarches de certification sous signes officiels de qualité, requiert la mise en œuvre de dispositifs qui servent ces objectifs.

Fort de ce constat, l'autorité de gestion du PDRC 2014 -2020 a proposé d'accompagner les projets d'installation des jeunes agriculteurs au travers de critères de modulation de la Dotation Jeune Agriculteur (DJA) qui répondent à ces orientations.

Ainsi, il est prévu dans les modalités de mobilisation de la DJA de « favoriser » l'installation de jeunes agriculteurs qui peuvent se prévaloir d'une période d'immersion professionnelle au sein de la filière agricole de leur choix. Cette immersion professionnelle doit pouvoir se concrétiser par une présence du jeune agriculteur sur l'exploitation d'un agriculteur aîné durant une période suffisante lui permettant d'acquérir les compétences techniques requises par son projet d'activité.

L'objet de ce rapport est la création d'un dispositif qui va encadrer les conditions d'immersion professionnelle du jeune agriculteur qui souhaite mobiliser la DJA en optant pour le critère de modulation destiné à favoriser l'insertion professionnelle et qui lui confère une aide supplémentaire de 10 000 €.

### **Principe du dispositif**

Le dispositif porte sur des périodes d'immersion professionnelle visant à acquérir ou à développer des savoir-faire ou des techniques agricoles. Il se déroulera sur le territoire régional.

- ✓ Un chef d'exploitation dit confirmé (au regard des critères de sélection annexés au présent rapport) engagera un salarié pour une période de 6 mois et ce, au travers d'un Contrat à Durée Déterminée (CDD), pour l'exécution d'une tâche saisonnière correspondant à la saisonnalité de la production

concernée. Ce contrat sera signé entre les deux co-contractants et en précisera les engagements respectifs.

Un organisme comptable agréé réalisera les engagements juridiques et comptables de l'employeur et de son salarié (contrat, fiches de salaires, MSA, etc.).

Ce dispositif nécessite un engagement de l'exploitant employeur à transmettre ces savoir-faire et pratiques. En contrepartie, ce dernier percevra de l'ODARC une indemnité forfaitaire mensuelle de 500 €, correspondant à environ 26 h de travail consacrées à cette double mission de conseil en matière de stratégie et de techniques de production.

- ✓ Un organisme agricole (filiales, Chambres consulaires...) assurera la recherche et la sélection des exploitations employeurs et des salariés JA ou en phase d'installation. Il établira la liste des compétences que le salarié devra acquérir et ce, en fonction du diagnostic de ses compétences et des connaissances techniques nécessaires à la bonne gestion d'une exploitation dans la filière concernée. Il constatera la bonne réalisation des activités et l'atteinte des objectifs fixés en termes d'acquisition de compétences. En fin de période d'immersion, il atteste de la bonne réalisation du contrat. Pour cette mission, l'organisme se verra allouer une dotation forfaitaire de 1 000 € par contrat suivi.
- ✓ Le salarié sera amené à réaliser les tâches définies initialement et validées par un organisme agricole. Il sera rémunéré par son employeur :
  - Cas n° 1 : Si le salarié est inscrit dans le parcours à l'installation, il sera engagé par le chef d'exploitation dit confirmé sur une période de 6 mois à temps complet et percevra une rémunération équivalente à un SMIC.
  - Cas n° 2 : Si le salarié possède (pour sa propre exploitation) le statut de chef d'exploitation, il sera engagé par le chef d'exploitation dit confirmé sur une période de 6 mois à temps partiel (1/2 temps). Cela lui permettra ainsi de travailler également sur sa propre exploitation. Il recevra une rémunération correspondant à ½ SMIC.

### **Les opérateurs :**

- Les Organismes Agricoles publics ou privés (Chambres Consulaires, Associations de filières, Interprofessions, etc...).
- Les exploitants agricoles répondant aux critères de sélection des employeurs exemplaires (Cf. annexe 2) et ne présentant pas un lien de parenté de 1<sup>er</sup> degré avec le public cible accueilli.

### **Le public cible :**

- ✓ Les agriculteurs en phase d'installation (entrés dans le parcours à l'installation et sur présentation d'un accusé de réception délivré par les services de l'ODARC)

- ✓ Les Jeunes Agriculteurs (JA) dans le cadre de la mise en œuvre de leur projet d'entreprise (durant les 4 ans après le constat d'installation) et donc installés en qualité de Chef d'exploitation.

### **Les coûts éligibles**

- ✓ La rémunération mensuelle du salarié (calculée en fonction des heures de travail réalisées par semaine sur la période de 6 mois)
- ✓ Une indemnité mensuelle forfaitaire pour l'employeur pour l'accompagnement qu'il assume auprès du salarié.
- ✓ La prestation d'un organisme comptable en charge de réaliser pour le compte de l'employeur les démarches financières, fiscales et sociales inhérentes à l'embauche du salarié.
- ✓ Un forfait par contrat pour l'organisme agricole en charge de l'élaboration technique, du suivi et de l'évaluation du CCPA.

### **Financement**

Taux d'aide : 100 % - Crédits CTC

- Une subvention forfaitaire de 1 000 € / contrat sera accordée à l'Organisme agricole.
- Une subvention sera accordée à l'exploitant employeur. Elle comprend le coût total nécessaire à la rémunération du salarié et sa couverture sociale (en fonction du temps de présence), l'indemnité forfaitaire de 500€ /mois pour l'exploitant employeur ainsi que le coût de la prestation de l'organisme comptable intégré sur la base d'un forfait de 30 €/mois par salarié
- *Cf tableau annexe 1.*
- Des avances pourront être réalisées par l'ODARC concernant la subvention accordée à l'exploitant :
  - Une avance de 50 % est versée à la signature de la présente convention.
  - Une deuxième avance de 30 % est versée lors de la justification de la première avance.
  - Le solde de la subvention soit 20 % est versée sur remise des justificatifs techniques et financiers.

### **La mise en œuvre:**

Le Contrat de Coopération Professionnelle Agricole suppose :

- La réalisation d'une convention tripartite Organisme Agricole, Exploitant employeur et son Salarié. Cette dernière précisera notamment l'ensemble des conditions nécessaires à la bonne tenue de la période d'immersion professionnelle (objectifs de la pratique à acquérir par le salarié, périodes, lieu, obligations des parties, montants et mode de la rémunération du salarié et indemnité versée à l'employeur pour l'accompagnement qu'il devra au salarié...). Il y sera spécifié les engagements de l'employeur, ceux du salarié mais également les modalités d'accompagnement, de suivi et d'évaluation réalisées par l'Organisme agricole

- Deux demandes d'aides publiques ODARC doivent être remplies :
  - Un Formulaire d'Aides Publiques (FAP) présentant le Projet de Coopération Professionnelle Agricole à remplir par l'Organisme Agricole,
  - Un Formulaire d'Aides Publiques (FAP) à remplir par l'Employeur.

### **Références réglementaires**

- Lignes directrices de l'Union européenne concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales 2014-2020 (2014/C 204/01)
- Règlement (CE) N° 702/2014 du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
- Régime cadre exempté n° [SA 40979 relatif aux aides au transfert de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2015-2020](#)
- Régime cadre exempté n° SA 40833 relatif aux aides aux services de conseil pour les PME dans le secteur agricole pour la période 2015-2020.